

Le discours dominant	L'analyse que nous en faisons	La position de TYFA
« L'Europe doit produire plus pour (contribuer à) nourrir le Monde »	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les exportations de céréales de l'UE représentent moins de 1% la production mondiale. Elle utilise majoritairement ses céréales pour nourrir ses animaux (plus de 50% de sa production)</li> <li>• L'UE est importatrice nette de surfaces agricoles (l'équivalent de près de 30% de la SAU) : c'est aujourd'hui le monde qui nourrit l'Europe, et notamment sa fraction d'élevage industriel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'UE n'a pas vocation à nourrir le Monde et ne peut pas être un big player dans ce domaine.</li> <li>• La meilleure contribution possible de l'UE est de réduire son empreinte alimentaire.</li> <li>• Fondamentalement, c'est au monde de se nourrir.</li> <li>• Il faut néanmoins conserver une capacité d'export pour intervenir en cas de crise alimentaire</li> </ul>
« L'Europe doit produire pour nourrir l'Europe à bas coût »	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les faibles coûts de production alimentaires ont des coûts environnementaux, sanitaire et sociaux supportés par les agriculteurs, la collectivité et les populations défavorisées en premier lieu.</li> <li>• L'alimentation des Européens est trop riche en produits animaux que l'on gaspille d'autant plus qu'ils ne coutent pas cher.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La production européenne est globalement trop élevée (en Kcal produites) et déséquilibrée : trop de produits animaux produits avec des céréales et du soja, pas assez de légumes.</li> <li>• La qualité nutritionnelle sur des critères fondamentaux (<math>\Omega 3</math>, pesticides) doit être améliorée.</li> <li>• L'accès à l'alimentation des populations défavorisées doit s'appréhender dans une approche globale de la réduction de la pauvreté et non par une course à la réduction des coûts de production.</li> </ul>
« L'agriculture et l'agroalimentaire s'inscrivent dans un mouvement de libéralisation des échanges, il est irréaliste de défendre une exception agricole »	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'UE conserve actuellement des préférences alimentaires et environnementales qui donnent un sens à son projet politique.</li> <li>• La prise en compte des enjeux environnementaux dans le commerce mondial progresse.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il est légitime de défendre, en Europe et ailleurs, des modèles alimentaires et environnementaux dans le cadre des échanges mondiaux. C'est une attente majoritaire de la société européenne.</li> </ul>